



RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL DU T1 2015-2016

AU:	Conseil d'administration
RENCONTRE:	Le 20 août 2015
DE:	Judith Purves, Vice-Présidente principale and Chef de la Direction Financière Michael Downey, Directeur général et contrôleur national
DÉCISION RECHERCHÉE:	Il est résolu que le Comité de Vérification recommande au Conseil d'administration d'approuver l'autorisation de publier le rapport financier de CBC/Radio-Canada pour l'exercice terminé le 30 juin 2015.
DATE:	Le 14 août 2015



T1

RAPPORT FINANCIER DU
PREMIER TRIMESTRE 2015-2016

CBC  Radio-Canada

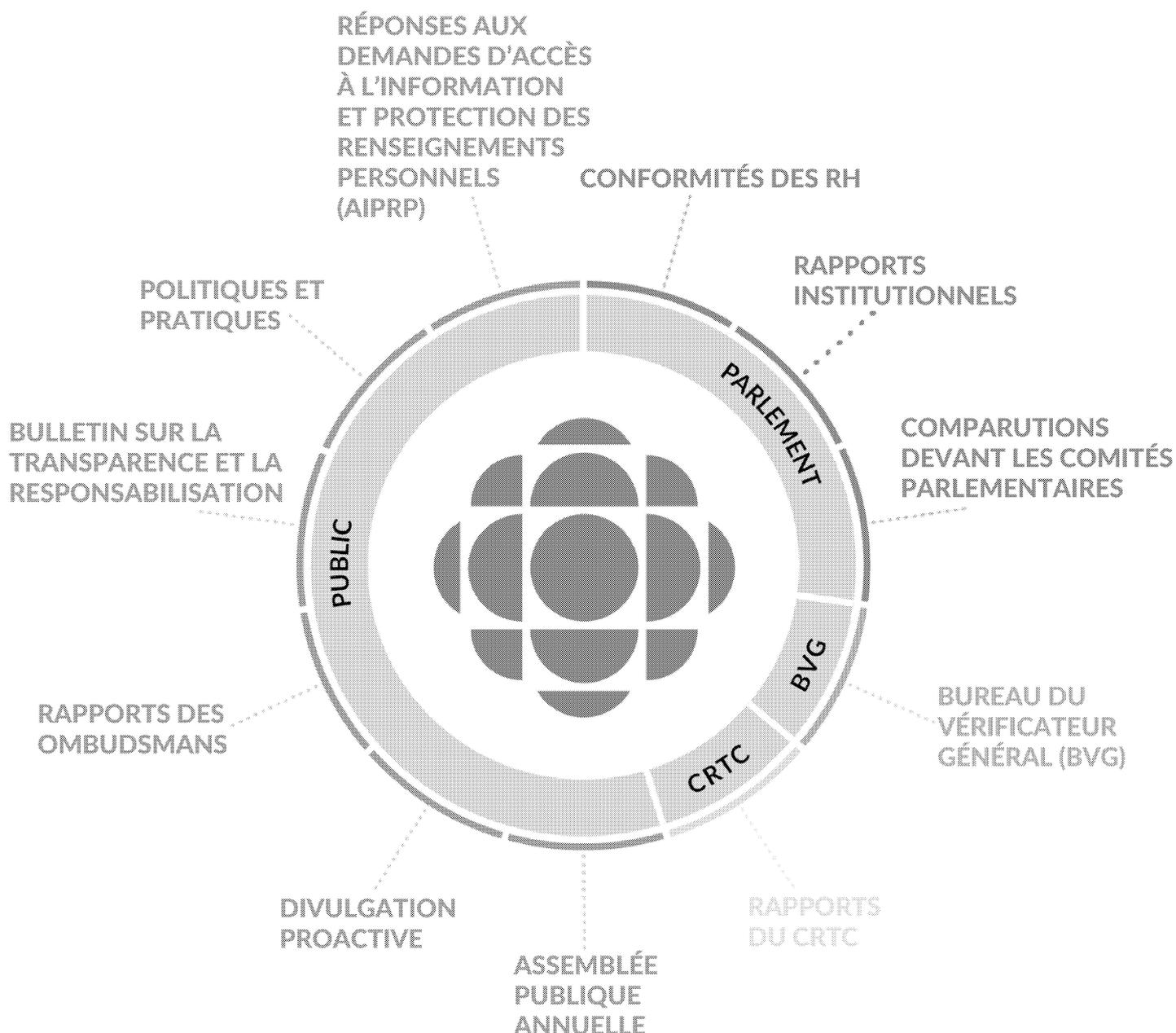
TABLE DES MATIÈRES

Pages

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION	3
RAPPORT DE GESTION	4
FAITS SAILLANTS FINANCIERS	5
FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS	6
1. LE POINT SUR LE RENDEMENT	9
1.1 INDICATEURS STRATÉGIQUES	9
1.2 INDICATEURS OPÉRATIONNELS	11
2. RÉSULTATS	13
3. RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS	18
3.1 RESSOURCES EN CAPITAL	18
3.2 SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS	19
4. LE POINT SUR LES PERSPECTIVES ET LES RISQUES	20
5. PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	21
5.1 NORMES COMPTABLES FUTURES	21
5.2 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES IMPORTANTS.....	21
5.3 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES	21
DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS	22
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES	23
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES	28

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre site web institutionnel de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



RAPPORT DE GESTION

Exigences concernant les rapports trimestriels

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Le rapport de gestion qui suit vise à donner au lecteur un aperçu des activités et du rendement de la Société pour le premier trimestre de 2015-2016 et doit être lu en parallèle avec le rapport annuel de 2014-2015. Conformément à notre engagement à faire preuve de transparence et à assurer une surveillance efficiente des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport pour le premier trimestre, terminé le 30 juin 2015.

Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par notre auditeur.

Saisonnalité

La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l'économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation.

Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives

Ce rapport renferme des déclarations prospectives sur la stratégie, les objectifs et les résultats d'exploitation et financiers escomptés. Les verbes « croire », « s'attendre », « prévoir », « anticiper », « projeter », « planifier », « estimer », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des énoncés prospectifs. Les déclarations prospectives sont basées sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral; et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section 4, *Le point sur les perspectives et les risques*, du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière, au marché publicitaire ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

Mesure non conforme aux IFRS

Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section 2, *Résultats*.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		
	2015	2014	Écart en %
Revenus	118 521	192 592	(38,5)
Dépenses	(364 808)	(469 521)	(22,3)
Financement public	169 163	247 755	(31,7)
Résultat avant éléments hors exploitation	(77 124)	(29 174)	N. S.
Résultat net de la période en IFRS	(76 054)	(33 569)	N. S.
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	(52 651)	(7 421)	N. S.

N. S. non significatif

¹Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Ce résultat ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté sous Résultats à la section 2.

Nous avons reporté à plus tard dans l'année certains prélèvements sur le financement public, ce qui a donné lieu à une perte selon les IFRS et selon la comptabilisation sur une base courante. La diminution des dépenses de 104,7 millions de dollars pour le trimestre compense largement la baisse des revenus autogénérés de 74,1 millions de dollars. La perte constatée sur une base courante pour le trimestre ne dénote pas une tendance durable, puisque nous allons prélever le reste du financement public disponible avant la fin de l'année pour réaliser nos priorités stratégiques.



NOS
REVENUS

2015/16 : 118,5 millions \$
2014/15 : 192,6 millions \$

74,1 millions



- ▶ Les revenus du trimestre ont diminué de 74,1 millions de dollars (38,5 %) principalement du fait que les revenus de l'an passé comprenaient les revenus publicitaires provenant de la diffusion des séries éliminatoires du hockey de la LNH et de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014. De plus, les revenus publicitaires du trimestre ont continué de souffrir de l'affaiblissement du marché.



NOS
DÉPENSES

2015/16 : 364,8 millions \$
2014/15 : 469,5 millions \$

104,7 millions



- ▶ En plus de la disparition de certaines émissions de sports à notre antenne, qui a eu pour effet de diminuer les droits de diffusion versés et les coûts de production pour l'année, nous avons continué de mettre en œuvre les mesures de réduction des coûts prévues. Nous avons ainsi plus que compensé la baisse des revenus du trimestre, la diminution totale des dépenses atteignant 104,7 millions de dollars (22,3 %).



FINANCEMENT
PUBLIC

2015/16 : 169,2 millions \$
2014/15 : 247,8 millions \$

78,6 millions

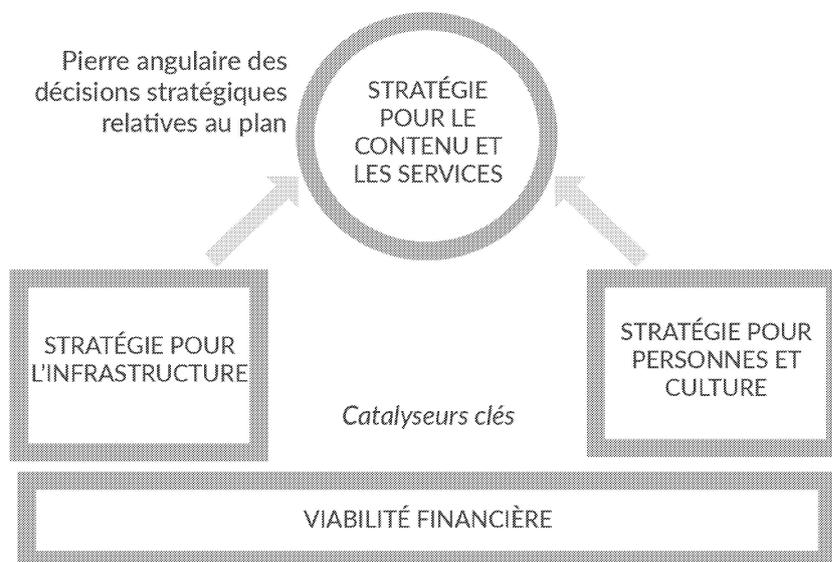


- ▶ Les fonds prélevés sur le financement public au cours des trois premiers mois ont été moindres en raison de la forte position de trésorerie au début de l'exercice. Par conséquent, le financement public constaté à des fins comptables est en baisse de 78,6 millions de dollars (31,7 %) par rapport à la même période l'an dernier. Les crédits parlementaires qui nous sont versés devraient se maintenir en 2015-2016, alors que les besoins en fonds de roulement devraient augmenter en cours d'année.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS

Avec la stratégie quinquennale de la Société, *Un espace pour nous tous*, qui nous mènera jusqu'en 2020, CBC/Radio-Canada sera plus présente et plus pertinente, et viable pour les générations futures. Le plan stratégique comporte quatre objectifs qui visent à nous donner les moyens de réussir aujourd'hui et à l'ère de la postradiodiffusion traditionnelle.

1. Grâce à notre contenu distinctif, accroître et approfondir notre lien avec les Canadiens; les amener à participer à l'espace public.
2. Changer notre infrastructure pour faire place à une simplicité, à une flexibilité, à une agilité et à une collaboration accrues.
3. Créer une culture de collaboration, de responsabilité, d'audace, d'action et d'agilité, avec des effectifs reflétant la réalité du pays.
4. Atteindre la viabilité financière, incluant la capacité d'investir dans l'avenir.



Nous présentons ci-après un aperçu des faits saillants des activités de la Société au cours du trimestre.

CONTENU ET SERVICES

Au cours du trimestre, nous avons offert à nos auditoires de partout au pays une programmation riche et diversifiée couvrant un large spectre, allant des actualités aux documentaires en passant par la musique, les livres et plus encore. En optimisant ses nombreuses plateformes, le radiodiffuseur public s'est véritablement mis à la portée des Canadiens, en leur offrant un vaste choix, accessible partout et en tout temps. Vous trouverez ci-après des exemples des projets les plus novateurs et les plus créatifs que nous avons réalisés au cours du trimestre.

Dans l'optique d'élargir notre offre numérique et de poursuivre la mise en œuvre de notre stratégie en encourageant l'interaction et la participation des auditoires, CBC et Radio-Canada les ont conviés à faire l'expérience de propositions multiplateformes nouvelles et captivantes. Par exemple, CBC a lancé un webépisode interactif de l'émission *Murdoch Mysteries* intitulé *The Infernal Device: A Murdoch Mysteries Interactive Episode*, présenté en six volets hebdomadaires, qui a plongé les téléspectateurs derrière le miroir. Des événements tenus en direct à Toronto, Vancouver, Montréal et Edmonton ont ajouté une autre dimension à cette expérience immersive. En parallèle, Radio-Canada a mené une consultation web auprès du public, *Bienvenue chez les #Numéricains*, pour savoir comment le numérique a transformé leur vie. Riche en découvertes, le site présente des témoignages de Canadiens de toutes les régions du pays, mais surtout, il favorise le dialogue en invitant les utilisateurs à raconter leurs propres expériences, lesquelles ont été diffusées dans de brefs documentaires à ICI Radio-Canada Première au courant de l'été, et encourage l'interaction dans les médias sociaux. La chaîne présentera d'autres chapitres de cette incursion dans le numérique à l'automne, en plus de l'émission diffusée en dix épisodes.

Le radiodiffuseur public a également réservé une place de choix aux arts, en particulier sur ses plateformes numériques. Radio-Canada a ainsi diffusé un documentaire fouillé sur l'auteur-compositeur, interprète, musicien et comédien francophone Robert Charlebois. Diffusé en neuf volets sur ICI Radio-Canada Première, *Charlebois, par-delà Lindberg* est une coproduction de quatre Radios francophones publiques qui a été présentée au Canada, en Belgique, en France et en Suisse. Une webémission sur ICI Musique.ca et un livre d'accompagnement numérique (offert sur l'application iBooks) approfondissent l'exploration de cet artiste de grande envergure, avec des entrevues, des extraits musicaux et des photos, dans une formule tout à fait originale. CBC a offert à ses auditoires une grande diversité musicale dans plusieurs plateformes, notamment le *CBC Music Festival*, en direct d'Echo Beach à Toronto et diffusé en simultané sur CBC Radio One; l'émission *Searchlight*, qui vise à consacrer le meilleur talent canadien, et *Apocalypsis*, captation en direct du festival Luminato de Toronto, diffusée sur CBC Radio 2 et offerte sur demande sur CBCMusic.ca et CBC Radio 2, qui met en vedette plus de 1 000 musiciens, interprètes et chefs d'orchestre.

Les documentaires profitent de plus en plus des plateformes numériques pour élargir leur rayonnement auprès des auditoires. Le travail de CBC/Radio-Canada pour donner une voix aux communautés autochtones canadiennes illustre d'ailleurs ce virage de belle façon. Radio-Canada a présenté 10 portraits de personnalités autochtones fortes et inspirantes dans sa série documentaire *Kirano* sur ICI Radio-Canada.ca. Ces portraits d'artistes, d'activistes, d'athlètes et de médecins sont accompagnés de vidéos, de photos et de cartes interactives. Dans la même veine, CBC a mis à l'honneur des documentaires, des émissions et des longs métrages autochtones pendant un mois. Parmi les initiatives locales, mentionnons le projet *Dream Makers*, qui a donné la parole à 60 femmes autochtones à notre centre de production de Vancouver, en plus d'une série d'accompagnement d'une semaine à la radio, à la télévision et en ligne.

Dans la foulée des efforts déployés pour accroître la présence du diffuseur dans l'espace numérique, CBC Books a attiré des auditoires nombreux sur les plateformes mobiles au dernier trimestre, en particulier avec le *2015 CBC Poetry Prize* et la *2015 Summer Reading List*. Ciblant particulièrement les jeunes, ICI Tou.tv a créé une [section](#) jeunesse sur son site renfermant plus de trente propositions.

Ne refusant jamais d'aborder des sujets difficiles ou de poser les questions épineuses, CBC et Radio-Canada, dans un partenariat exclusif avec le *Toronto Star*, ont présenté en primeur mondiale une entrevue de fond avec Omar Khadr. Le documentaire intitulé *Omar Khadr : de l'ombre à la lumière / Omar Khadr: Out of the Shadows* a présenté un portrait inédit de l'ancien enfant soldat et des entretiens exclusifs avec lui dans les premiers jours qui ont suivi sa libération après 13 ans de détention.

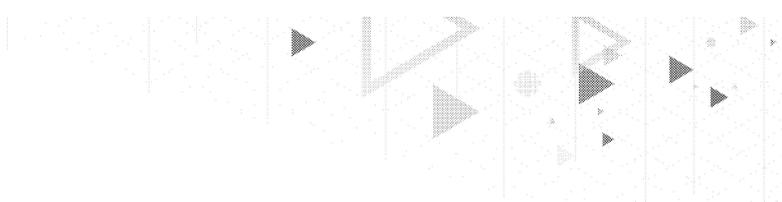
Tout juste après la fin du premier trimestre, CBC/Radio-Canada a été le diffuseur hôte des Jeux panam et des Jeux parapanam *2015* qui se sont tenus à Toronto du 10 juillet au 15 août. Après les Jeux olympiques, TORONTO 2015 est la plus grande compétition sportive internationale que le Canada ait jamais accueillie. L'événement a permis en outre de faire connaître les athlètes amateurs canadiens en prélude aux Jeux Olympiques d'été de Rio qui auront lieu en 2016. Pour couvrir TORONTO 2015, nous avons adopté une approche intégrée de mise en commun des ressources, du personnel et des activités, afin de donner aux auditoires de partout au pays une couverture multiplateforme d'une ampleur sans précédent. Nous en reparlerons plus en détail dans le prochain rapport trimestriel.

INFRASTRUCTURE

Fidèles à la stratégie *Un espace pour nous tous*, nous allons réduire notre parc immobilier en optant pour la location pour répondre à nos besoins, une démarche plus appropriée, plus économique et qui permet de maximiser l'utilisation de la nouvelle technologie en vue d'offrir le meilleur contenu possible aux Canadiens. En juin, nous avons inauguré une [nouvelle station, rue Main](#) à Moncton. Le concept à aires ouvertes de ce nouveau lieu s'inscrit dans la stratégie de rationalisation mise en œuvre par la Société pour réduire son empreinte immobilière tout en offrant un milieu de travail moderne et flexible à son personnel. Nous avons également organisé des journées portes ouvertes le 13 juin pour faire découvrir au public notre nouveau centre à Halifax, qui comme celui de Moncton, reflète le visage moderne de CBC/Radio-Canada et son souci d'efficacité énergétique.

Au cours du dernier trimestre, la Société a signé une entente de plusieurs années pour la location d'environ 46 000 pieds carrés au Centre canadien de radiodiffusion à Toronto. Cette transaction est l'une des nombreuses initiatives qu'a prises la Société pour réduire la superficie de son infrastructure immobilière de moitié d'ici 2020.

Le 25 juin 2015, nous avons conclu la vente des Productions mobiles à la société Dome Productions de Toronto. La décision d'abandonner ce volet de la production de télévision et de vendre les actifs de la division s'inscrit dans la stratégie de la Société d'alléger son empreinte immobilière et de réinjecter les économies ainsi réalisées dans le contenu, qui est au cœur de notre mandat.



PERSONNES ET CULTURE

Comme l'offre de contenu est au cœur de la stratégie *Un espace pour nous tous*, nous devons utiliser toutes les ressources dont nous disposons pour offrir l'excellence à cet égard aux Canadiens. Pour y parvenir, nous devons, entre autres, repenser notre structure organisationnelle afin de favoriser la création, la promotion et la monétisation de notre contenu. Dans cet esprit, nous avons annoncé le 10 juin 2015 la mise en place d'une nouvelle structure qui nous permettra de réaliser des économies en éliminant les doublons et en augmentant notre efficacité, et de réinvestir les fonds dégagés dans la programmation.

Comme nos employés sont un rouage essentiel de la transformation du radiodiffuseur public en un joueur plus présent, plus actuel et plus centré sur sa mission, nous avons lancé un programme de développement à la fin d'avril pour préparer un bassin de leaders capables de réaliser *Un espace pour nous tous* et d'accroître les compétences à l'interne pour gérer le changement. Radio-Canada a aussi lancé [L'Accélérateur d'idées](#), un outil de prototypage piloté par les employés qui favorise le développement de technologie d'avant-garde et d'applications numériques en réduisant la part de risques que comportent souvent les projets de cette nature. La phase pilote a permis de sélectionner deux projets : une série originale et exclusive sur Snapchat (une première pour Radio-Canada sur le réseau le plus populaire du moment chez la génération du millénaire), et une plateforme sécurisée pour lanceurs d'alertes, promettant l'anonymat aux sources qui souhaiteraient contacter nos journalistes (une initiative grâce à laquelle Radio-Canada pourrait devenir le premier média francophone au pays à disposer d'un tel outil de communication).

Au début de juin, nous avons annoncé notre plan d'action visant à mettre en œuvre les [recommandations du rapport Rubin](#) et affirmé notre engagement à offrir un lieu de travail respectueux à tous les employés. Comme l'indique le Rapport annuel 2014-2015, le plan d'action comporte cinq priorités. Nous avons informé les employés le 23 juin de l'avancement des différentes mesures prises, dont l'adoption de nouveaux programmes de formation obligatoire et la mise en service d'une ligne d'assistance. De plus, nous avons lancé un sondage à l'échelle de l'organisation pour mesurer la mobilisation des employés, une initiative qui témoigne encore une fois de l'engagement de la direction à assurer un milieu de travail sain, stimulant et propice au dépassement. Nous communiquerons les résultats du sondage aux membres de la direction et aux employés cet automne.

En mai 2015, le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) a décrété que la nouvelle structure syndicale de Radio-Canada comportera deux unités de négociation. L'une d'elles représentera les membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP 675), le Syndicat des technicien(ne)s et artisan(e)s du réseau français de Radio-Canada (STARF-SCFP 5757) ainsi que le Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC), alors que l'autre unité représentera l'Association des réalisateurs (AR). Le 3 juillet, nous avons pris connaissance des motifs sur lesquels le CCRI s'est basé pour prendre sa décision. Le 28 juillet, CBC/Radio-Canada a fait une demande d'appel auprès de la Cour d'appel fédérale. Au cours d'un scrutin qui s'est tenu du 15 au 26 juin 2015, les employés ont choisi la nouvelle unité à laquelle ils voulaient être affiliés. Le 17 juillet, le CCRI a annoncé que les employés avaient choisi d'être représentés par le Syndicat des communications de Radio-Canada (FNC-CSN).

Le 18 juin, le gouvernement du Canada a nommé Norman May au Conseil d'administration de CBC/Radio-Canada pour un mandat de cinq ans. Le 29 juillet, Bill Chambers, vice-président, Stratégie et Affaires publiques, a annoncé qu'il quitterait la Société le 31 août. Un processus de recrutement pour lui trouver un successeur est en cours. Pour en avoir davantage au sujet des annonces de nomination récentes, dont celle de Josée Girard, la nouvelle vice-présidente, Personnes et Culture, vous pouvez vous reporter au Rapport annuel 2014-2015.

VIABILITÉ FINANCIÈRE

Au début d'avril, nous avons annoncé l'adoption d'un budget équilibré pour 2015-2016. Ce budget prévoit des réinvestissements majeurs dans la grille de programmation des Services français et anglais de télévision, de radio et numériques – une première depuis 2009 –, comme nous nous y sommes engagés en juin dernier. Lorsque la planification de la prochaine saison de diffusion sera plus avancée, nous pourrons vous parler plus en détail de ces réinvestissements. Pour en savoir plus au sujet des liquidités et des capitaux dont nous disposons, veuillez-vous reporter à la section 3.

AUTRES QUESTIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS

C'est le 20 juillet que le Comité sénatorial permanent des transports et des communications a publié son rapport sur « les défis de la Société Radio-Canada en matière d'évolution du milieu de la radiodiffusion et des communications ». La Société a publié un communiqué le jour même pour rappeler sa collaboration à l'étude et sa réponse aux recommandations. Même si nous estimons que le rapport n'aborde aucun des véritables défis que doit surmonter le système canadien de radiodiffusion, nous continuerons de travailler sans relâche pour démontrer que la confiance accordée par les Canadiens à leur radiodiffuseur public est bien méritée. Nous allons également continuer de fournir un contenu canadien de grande qualité et des services indépendants que les Canadiens s'attendent à recevoir en contrepartie de leur investissement dans la radiodiffusion publique.

1. LE POINT SUR LE RENDEMENT

Le premier trimestre de 2015-2016 coïncide avec l'adoption du nouveau cadre de mesure du rendement adapté au plan stratégique *Un espace pour nous tous*. À la fois simple et direct, ce cadre répond aux besoins particuliers de CBC/Radio-Canada et de sa stratégie. Il repose sur trois bulletins de rendement distincts portant sur :

1. Le mandat et la vision (indicateurs stratégiques);
2. La stratégie *Un espace pour nous tous* (indicateurs stratégiques); et
3. Les bulletins de rendement des composantes médias (indicateurs opérationnels).

1.1 INDICATEURS STRATÉGIQUES

ÉVALUATION DE NOS SUCCÈS

L'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement est essentiel pour démontrer notre responsabilité envers les Canadiens à titre de radiodiffuseur public national du Canada. Pour soutenir la *Stratégie 2015*, nous avons mis au point un sondage représentatif de la population afin d'établir dans quelle mesure les Canadiens jugeaient que nos services étaient conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. Cet outil sera repris dans la stratégie *Un espace pour nous tous*, à raison de deux consultations par an. Les résultats seront présentés au Conseil d'administration en janvier et en juin, puis publiés sur le site institutionnel de la Société.

Nous innovons cette année avec un bulletin servant à mesurer l'atteinte des objectifs généraux sous-tendant notre nouveau plan stratégique. Ce bulletin sur mesure intitulé *Un espace pour nous tous* renferme dix indicateurs de base couvrant nos auditoires, notre infrastructure, nos personnes et nos finances. Il mesurera les progrès réalisés à l'égard des objectifs à long terme jusqu'en 2020 et des cibles annuelles intermédiaires en commençant par 2015-2016. Le bulletin, qui est reproduit ci-dessous, a reçu l'approbation du Conseil en mars 2015. La toute première édition sera publiée à l'automne 2015 sur le site institutionnel de la Société après l'approbation des résultats par le Conseil.

BULLETIN DE RENDEMENT – UN ESPACE POUR NOUS TOUS

INDICATEUR	TYPE DE DONNÉES	PROVENANCE DES DONNÉES
Auditoire/marché		
1. CBC/Radio-Canada est très importante pour moi personnellement	Perception	Sondage indépendant
2. La programmation offerte par CBC/Radio-Canada reflète une diversité d'opinions et une couverture objective.	Perception	Sondage indépendant
3. Portée numérique de CBC/Radio-Canada	Cotes d'écoute	comScore
4. Nombre d'interactions numériques avec CBC/Radio-Canada tous les mois	Cotes d'écoute	comScore
5. Temps total passé avec CBC/Radio-Canada	Cotes d'écoute	Numeris et données du serveur interne
Infrastructure		
6. Diminution de l'empreinte immobilière	Rapport	Données internes
Personnes		
7. Mobilisation des employées	Perception	Sondage indépendant
8. Diversité des employés	Rapport	Données internes
Finances		
9. Cible de réduction des coûts atteinte	Finances	Données internes
10. Cible du fonds d'investissement atteinte	Finances	Données internes

MESURE DU CONTENU CANADIEN

Le CRTC établit les attentes en matière de contenu canadien pour la télévision en général et fixe les conditions de licence d'ICI Radio-Canada Télé et de CBC Television. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 % du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, le minimum passe à 80 %. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1^{er} septembre au 31 août. Le tableau ci-dessous donne les résultats à ce jour pour l'année de radiodiffusion en cours et ceux de l'année précédente. Au cours de ces deux périodes, ICI Radio-Canada Télé et CBC Television ont dépassé les conditions de licence en matière de contenu canadien, tant pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion qu'aux heures de grande écoute.

Contenu canadien		Conditions de licence annuelles	Résultats 1 ^{er} sept. 2014 au 30 juin 2015	Résultats 1 ^{er} sept. 2013 au 31 août 2014
ICI Radio-Canada Télé				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	82 %	89 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	90 %	90 %
CBC Television				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	92 %	94 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	87 %	91 %

1.2 INDICATEURS OPÉRATIONNELS

Outre le suivi des progrès dans la réalisation générale de la stratégie *Un espace pour nous tous* (voir plus haut la section 1.1), nous avons mis au point des indicateurs de rendement clés (IRC) pour nos services. Comme ces indicateurs sont des outils indispensables pour mesurer les progrès accomplis dans l'atteinte de nos objectifs stratégiques et de nos plans opérationnels, ils sont revus chaque année dans le cadre des plans de gestion des composantes médias. Les bulletins de rendement des composantes médias tiennent compte de la part d'auditoire, du nombre de visiteurs sur nos sites web, du nombre d'abonnés à nos services et des revenus réalisés.

Le présent rapport comprend une liste partielle des IRC, car la majorité des principaux indicateurs sont évalués à partir de septembre. Comme ces données ne sont pas disponibles avant l'automne pour CBC Television, CBC Radio, ICI Radio-Canada Télé, ICI Radio-Canada Première et ICI Musique, elles sont présentées dans le rapport du troisième trimestre.

SERVICES ANGLAIS

Vous trouverez ci-après les faits saillants du rendement des Services anglais au premier trimestre 2015-2016, lequel dénote une tendance favorable :

- ▶ Pour le premier trimestre, la part d'auditoire obtenue par CBC News Network a dépassé à la fois la cible annuelle et la part enregistrée pour la même période au cours de l'exercice précédent. CBC.ca a aussi dépassé sa cible annuelle grâce à sa couverture des grands moments de l'actualité, comme le tremblement de terre au Népal, les résultats sans précédent des élections provinciales en Alberta et la libération d'Omar Khadr. La part d'auditoire obtenue pour le contenu régional en ligne se compare à celle de l'exercice précédent.
- ▶ Le nombre d'abonnés de CBC News Network à la fin du trimestre correspondait à la cible annuelle, bien qu'il soit légèrement en deçà du résultat de l'exercice précédent, en raison de la baisse des abonnements que nous avions prévue et qui s'est concrétisée. La chaîne *documentary* n'a pas non plus déçu les attentes : le nombre d'abonnements concorde avec la cible de fin d'année et les résultats de l'exercice précédent. L'évolution que connaîtra notre industrie, en particulier pour s'adapter au nouveau cadre réglementaire, pourrait cependant faire fléchir ces résultats à mesure que l'année avancera.
- ▶ Le revenu comptabilisé à la fin du trimestre devrait permettre d'atteindre la cible annuelle, mais la morosité du marché publicitaire nous incite à garder l'œil sur les prévisions de revenus – pour en savoir plus, reportez-vous à la section 4, Le point sur les perspectives et les risques. Le résultat plus faible enregistré ce trimestre par rapport à l'exercice précédent est attribuable au manque à gagner créé par la disparition du hockey de la LNH et de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014 de notre antenne.

	Cibles 2015-2016	1 ^{er} avril au 30 juin 2015	Résultats 2014-2015	1er avril au 30 juin 2015
Télévision				
CBC Television				
Part d'auditoire de la journée complète, avril à mars ¹	1,4 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %
Service régional				
Contenu régional				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ²	4,2 millions	4,0 millions	4,0 millions	4,0 millions
Web				
CBC.ca				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ²	11,2 millions	11,0 millions	10,6 millions	S. O.
Chaînes de télévision spécialisées				
CBC News Network				
Abonnés	11,2 millions	11,2 millions	11,2 millions	11,4 millions
<i>documentary</i>				
Abonnés	2,7 millions	2,7 millions	2,7 millions	2,7 millions
Revenus³				
Services généralistes, spécialisés et en ligne	246 millions \$	54 millions \$	321 millions \$	123 millions \$

S. O. sans objet

¹Source: Numeris (Sondages BBM), audimètres portables, personnes de 2 ans et plus.

²Source: comScore Media Metrix, visiteurs uniques de 2 ans et plus (contenu régional: mesure ordinateur uniquement/ CBC.ca: mesure multiplateforme). Avant 2015-2016, la mesure pour le site de CBC.ca incluait uniquement les visiteurs uniques utilisant un ordinateur. Celle-ci inclut désormais également les visiteurs utilisant d'autres plateformes telles que des appareils mobiles.

³Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, les revenus divers (p. ex., distribution de contenus). Les revenus de *documentary* sont intégrés à 100 %, même si CBC/Radio-Canada ne détient qu'une part de 82 % dans la chaîne. Ne comprend pas les revenus provenant de l'entente avec Rogers Communications Inc. qui prévoit la poursuite de la diffusion des matchs de hockey du samedi soir et des séries éliminatoires à *Hockey Night in Canada*. Avant 2015-2016, les revenus comprenaient également ceux tirés du Fonds pour la Programmation Locale, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale et qui a été éliminé le 31 août 2014.

SERVICES FRANÇAIS

Même s'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions, les résultats à ce jour sont inférieurs aux cibles établies pour l'année. Voici un aperçu des faits saillants du rendement des Services français :

- ▶ Pour le trimestre, la part d'auditoire combinée des services spécialisés est inférieure aux attentes. On peut y voir le résultat de la baisse de l'écoute d'ICI ARTV au printemps 2015 (par rapport à 2014). La nouvelle programmation estivale, et le retour à l'écran d'émissions populaires, devraient bonifier la part d'auditoire.
- ▶ Comme les étés précédents, la moyenne de visiteurs sur l'ensemble des sites de Radio-Canada et sur les pages régionales d'ICI Radio-Canada.ca est inférieure aux cibles. Les grands événements multiplateformes, comme les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto (juillet 2015), le lancement de la nouvelle saison de Radio-Canada (août-septembre 2015) et la couverture des élections fédérales (octobre 2015) devraient ramener les auditoires en grand nombre au cours des prochains mois.
- ▶ Profitant de l'effet de son lancement sur Shaw en novembre 2014 (et la période de débrouillage subséquente), ICI EXPLORA s'attend à dépasser le nombre d'abonnements fixé pour l'année. Cette performance est positive compte tenu de la tendance au désabonnement qui a commencé à affecter le nombre d'abonnés d'ICI RDI et d'ICI ARTV.
- ▶ Nos revenus publicitaires provenant de la télévision généraliste continuent d'être affectés par l'affaiblissement du marché publicitaire. Pour cette raison, nos revenus autogénérés, sont actuellement en deçà de la cible.

	Cibles 2015-2016	1 ^{er} avril au 30 juin 2015	Résultats 2014-2015	1 ^{er} avril au 30 juin 2015
Télévision				
ICI RDI, ICI ARTV, ICI EXPLORA				
Part d'auditoire de la journée complète, avril à mars ¹	4,7 %	4,4 %	4,8 %	5,0 %
Service régional				
Pages web régionales				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ²	0,758 million	0,689 million	0,722 million	0,586 million
Web				
ICI.Radio-Canada.ca, ICI.Tou.tv, ICI.Musique.ca, RCInet.ca, ICI.ARTV.ca et ICI.EXPLORA.tv.ca				
Moyenne mensuelle, visiteurs uniques, avril à mars ³	2,8 millions	2,5 millions	1,9 million	1,9 million
Chaînes de télévision spécialisées				
ICI RDI				
Abonnés	11,1 millions	10,9 millions	10,8 millions	11,2 millions
ICI ARTV				
Abonnés	1,8 million	1,8 million	1,8 million	2,0 millions
ICI EXPLORA				
Abonnés	0,8 million	0,7 million	0,6 million	0,5 million
Revenus³				
Services généralistes, spécialisés et en ligne	227,1 millions \$	50,4 millions \$	233,8 millions \$	60,3 millions \$

¹Source: Numeris (Sondages BBM), audimètres portables, francophones du Québec, âgés de deux ans ou plus. Avant 2015-2016, la part d'auditoire des chaînes spécialisées incluait uniquement les francophones du Québec Francophones abonnés à un service de distribution de télévision et âgés de deux ans ou plus.

²Source: comScore Media Metrix, visiteurs uniques de 2 ans et plus (contenu régional: mesure ordinateur uniquement/ offres digitales de Radio-Canada: mesure multiplateforme. Avant 2015-2016, la mesure pour les sites de Radio-Canada incluait uniquement les visiteurs uniques utilisant un ordinateur.

Celle-ci inclut désormais également les visiteurs utilisant d'autres plateformes telles que des appareils mobiles. Nos résultats pour T1 2014-2015 reflètent uniquement les résultats d'avril 2014 en raison d'un changement de méthodologie de la part de comScore ayant pris effet en mai 2014.

³Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, les revenus divers (p. ex., distribution de contenus). Les revenus d'ARTV sont intégrés à 100 %, même si CBC/Radio-Canada ne détenait qu'une part de 85 % dans la chaîne avant le 31 mars 2015. Depuis lors, Radio-Canada est l'unique propriétaire d'ARTV. Avant 2015-2016, les revenus comprenaient également ceux tirés du Fonds pour la Programmation Locale, un fonds créé par le CRTC pour soutenir la programmation locale et qui a été éliminé le 31 août 2014.

2. RÉSULTATS

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		Écart en %
	2015	2014	
Revenus	118 521	192 592	(38,5)
Dépenses	(364 808)	(469 521)	(22,3)
Financement public	169 163	247 755	(31,7)
Résultat avant éléments hors exploitation	(77 124)	(29 174)	N. S.
Éléments hors exploitation	1 070	(4 395)	N. S.
Résultat net de la période en IFRS	(76 054)	(33 569)	N. S.
Résultat d'exploitation sur une base courante¹	(52 651)	(7 421)	N. S.

N. S. non significatif

¹Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté ci-dessous.

Le résultat net du trimestre équivaut à une perte de 76,1 millions de dollars, comparativement à une perte de 33,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La forte position de trésorerie dont nous disposons à l'ouverture de l'exercice a fait en sorte que nous avons prélevé moins de fonds sur notre financement au cours des trois premiers mois de 2015-2016. Le résultat net des deux trimestres comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation pour la période considérée, comme il est expliqué ci-après.

RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT NET EN IFRS AVEC LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

CBC/Radio-Canada définit le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure régulièrement pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec les crédits parlementaires. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de l'exercice. Des ajustements concernent également d'autres éléments hors trésorerie, comme l'amortissement et la mise hors service d'immobilisations corporelles; l'amortissement du financement des immobilisations différé; et les congés annuels non budgétaires. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

Pour le premier trimestre, une perte de 52,7 millions de dollars a été enregistrée au titre du résultat d'exploitation sur une base courante, ce qui représente une baisse de 45,2 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. La baisse tient essentiellement à la diminution du financement public comptabilisé en résultat au cours du trimestre, du fait du report plus tard dans l'année du prélèvement sur le crédit pour les activités d'exploitation. À la fin de l'exercice, on s'attend à ce que le résultat d'exploitation sur une base courante atteigne l'équilibre, car nous préleverons le solde du financement public qui nous a été versé et qui devrait être le même qu'en 2014-2015.

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Pour les trois mois terminés le 30 juin		Écart en %
	2015	2014	
Résultat net de la période en IFRS	(76 054)	(33 569)	N. S.
Éléments ne contribuant pas au fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation			
Avantages du personnel	17 888	12 399	44,3
Amortissement et coûts de mise hors service, déduction faite de l'amortissement du financement des immobilisations différé	5 094	5 077	0,3
Autres provisions pour des éléments hors trésorerie	421	8 672	(95,1)
Résultat d'exploitation sur une base courante	(52 651)	(7 421)	N. S.

N. S. non significatif

REVENUS

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Pour les trois mois terminés le 30 juin		Écart en %
	2015	2014	
Revenus publicitaires			
Services anglais	26 688	90 812	(70,6)
Services français	30 310	36 744	(17,5)
	56 998	127 556	(55,3)
Revenus d'abonnement			
Services anglais	18 397	18 750	(1,9)
Services français	14 920	15 131	(1,4)
	33 317	33 881	(1,7)
Revenus financiers et autres revenus			
Services anglais	13 026	13 407	(2,8)
Services français	4 747	7 362	(35,5)
Services institutionnels	10 433	10 386	0,5
	28 206	31 155	(9,5)
TOTAL	118 521	192 592	(38,5)

Les paragraphes qui suivent expliquent la diminution des revenus de 74,1 millions de dollars (38,5 %) au premier trimestre de 2015-2016, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

REVENUS PUBLICITAIRES

Ce trimestre, les revenus publicitaires ont diminué de 70,6 millions de dollars (55,3 %), en raison du manque à recevoir au titre des revenus générés par deux événements sportifs d'envergure. Depuis l'acquisition par Rogers en juin 2014 des droits de diffusion des matchs de la LNH, nous n'avons tiré aucun revenu de la diffusion des matchs éliminatoires au cours du premier trimestre de l'année, ce qui a réduit considérablement les revenus des Services anglais. De plus, la diffusion de publicité pendant la couverture de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014 en juin et en juillet l'an dernier sur les multiples plateformes des Services anglais et français avait généré des revenus additionnels. L'absence de ces revenus au premier trimestre explique pour l'essentiel la diminution globale des revenus. Nos revenus publicitaires continuent par ailleurs de souffrir de l'affaiblissement persistant du marché publicitaire. Durant ce trimestre, les revenus publicitaires des services français ont été plus fortement affectés par cette tendance de marché que ceux des Services anglais. Nous surveillons étroitement les développements qui pourraient avoir des répercussions sur notre secteur d'activité en général au cours de l'exercice en cours.

REVENUS D'ABONNEMENT

Les revenus d'abonnement de nos services sont légèrement en baisse, d'un facteur de 0,6 million de dollars (1,7 %), comparé à la période correspondante de l'exercice précédent, la baisse étant attribuable à une légère diminution du nombre d'abonnés de CBC News Network.

REVENUS FINANCIERS ET AUTRES REVENUS

Les revenus financiers et autres revenus ont reculé de 2,9 millions de dollars (9,5 %) au trimestre considéré. Les chiffres de l'an dernier comprennent les derniers crédits reçus du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL), les revenus au titre des droits numériques générés par la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014 et les revenus provenant de la présentation, à titre de diffuseur hôte, de la Coupe du monde féminine U-20 de la FIFA. Ces baisses globales ont été compensées en partie par des revenus additionnels comptabilisés ce trimestre par les Services anglais, qui découlent de l'accord conclu avec Rogers pour continuer d'assurer la couverture du hockey à l'émission *Hockey Night in Canada*.

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		Écart en %
	2015	2014	
Coûts des services de télévision, de radio et de services numériques			
Services anglais	186 171	283 260	(34,3)
Services français	152 422	169 596	(10,1)
	338 593	452 856	(25,2)
Transmission, distribution et collecte	17 038	16 514	3,2
Administration nationale	2 525	2 610	(3,3)
Paievements aux stations privées	591	593	(0,3)
Charges financières	7 432	7 414	0,2
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	(1 371)	(10 466)	(86,9)
TOTAL	364 808	469 521	(22,3)

N. S. non significatif

Les paragraphes qui suivent expliquent les principales variations de nos dépenses d'exploitation par rapport à celles du premier trimestre de l'exercice précédent.

COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉVISION ET DE RADIO ET DES SERVICES NUMÉRIQUES

Les dépenses des Services français et des Services anglais ont diminué respectivement de 17,2 millions de dollars (10,1 %) et de 97,1 millions de dollars (34,3 %), notamment du fait que les dépenses de l'an passé comprenaient une part bien plus importante de coûts de production et de droits de diffusion pour des événements sportifs.

Les Services anglais avaient en outre comptabilisé des coûts de production et des dépenses en droits de diffusion payés pour la couverture des séries éliminatoires de hockey. Ces coûts ne se sont pas répétés en 2015-2016, le contrat avec la LNH s'étant terminé à la fin de juin 2014. La baisse des dépenses des Services anglais pour le trimestre a été compensée en partie par les coûts comptabilisés en vertu de la nouvelle entente conclue avec Rogers pour continuer à diffuser l'émission *Hockey Night in Canada*. Par ailleurs, les Services anglais et les Services français ont encouru des coûts de production et de droits de diffusion l'an passé associés à la couverture de la Coupe du Monde de la FIFA, Brésil 2014. Ensemble, les événements sportifs expliquent 75 millions de dollars de la baisse totale des dépenses au travers des Services anglais et français.

Le premier trimestre de l'année passée comprenait également des dépenses de restructuration de 22,6 millions de dollars alors que nous apportons des changements afin de réduire nos coûts d'exploitation permanents.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

La baisse de 9,1 millions de dollars (86,9 %) de la quote-part des profits de l'entreprise associée est principalement attribuable à un dividende spécial de 10,4 millions de dollars reçu l'an dernier pour les titres de capitaux propres détenus dans Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM).

FINANCEMENT PUBLIC

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		Écart en %
	2015	2014	
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation	144 000	220 036	(34,6)
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	1 000	-
Amortissement du financement des immobilisations différé	24 163	26 719	(9,6)
TOTAL	169 163	247 755	(31,7)

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est inférieur de 76,0 millions de dollars (34,6 %) au premier trimestre de 2015-2016 comparativement à la même période l'an dernier. En raison de cette diminution, le financement public comptabilisé en revenu a été moins élevé. Les crédits parlementaires sont en effet comptabilisés en fonction des besoins prévus, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période.

Nous avons diminué le montant de nos prélèvements sur le financement public en raison principalement de la forte position de trésorerie dont nous disposons au début de l'exercice, Tel qu'indiqué dans le Rapport annuel 2014-2015. Afin de mettre en œuvre les priorités établies dans notre plan stratégique, nous devons utiliser d'avantage de fonds publics. Nous prévoyons donc de recevoir le même montant en crédits gouvernementaux en 2015-2016 qu'en 2014-2015.

Le financement des immobilisations est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada.

ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		Écart en %
	2015	2014	
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	1 070	(4 395)	N. S.
TOTAL	1 070	(4 395)	N. S.

N. S. non significatif

Des gains de 1,1 million de dollars ont été comptabilisés au titre des éléments hors exploitation pour le trimestre considéré; ceux-ci provenaient principalement de la vente des actifs des Productions mobiles et d'une propriété à Iqaluit, au Nunavut. D'autres gains et pertes nets dans le premier trimestre de 2015-2016 sont attribuables à la mise hors service et à la sortie d'actifs dans le cadre de la poursuite de la modernisation de notre équipement et de la réduction de notre empreinte immobilière.

TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		Écart en %
	2015	2014	
Résultat net de la période	(76 054)	(33 569)	N. S.
Autres éléments du résultat global			
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	181 505	(56 073)	N. S.
Total du résultat global de la période	105 451	(89 642)	N. S.

N. S. non significatif

Une perte de 105,5 millions de dollars a été comptabilisée au titre du total du résultat global dans le trimestre considéré, comparativement à 89,6 millions à la même période l'an dernier. Outre le résultat net, le total du résultat global comprend des réévaluations de notre régime de retraite. D'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de notre régime de retraite quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles sont à l'origine de ces réévaluations. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

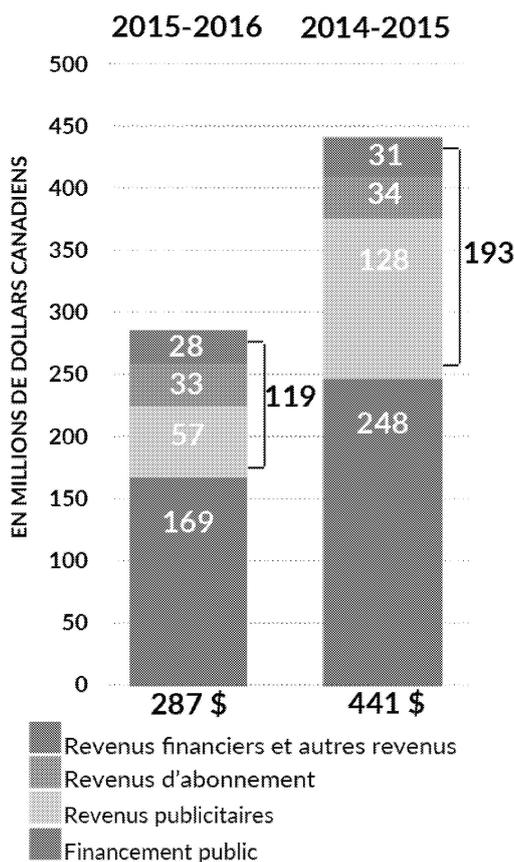
Le total des autres éléments du résultat global pour l'exercice, soit 181,5 millions de dollars, est attribuable à une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation appliqué pour évaluer notre obligation au titre des prestations de retraite. Cet effet a été en partie compensé par un écart défavorable entre le rendement réel des actifs du régime et leur rendement hypothétique.

3. RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

3.1 RESSOURCES EN CAPITAL

Nous disposons de quatre sources de financement direct : les crédits parlementaires pour les activités d'exploitation et les dépenses en immobilisations, les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, et les revenus financiers et autres revenus. Le Rapport annuel 2014-2015 renferme de plus amples renseignements sur ces sources.

RÉSUMÉ TRIMESTRIEL DES REVENUS ET AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT



Revenus financiers et autres revenus (10 % des sources de financement en 2015-2016) : comprennent les revenus issus d'activités telles que la location d'actifs immobiliers, la location d'espaces aux sites d'émetteurs, les contributions du Fonds des médias et les ventes d'émissions.

Revenus d'abonnement (11 % des sources de financement en 2015-2016) : revenus d'abonnement de nos services spécialisés – CBC News Network, *documentary*, ICI EXPLORA, ICI ARTV, ICI RDI, le nouveau forfait Extra d'ICI Tou.tv et Curio.ca.

Revenus publicitaires (20 % des sources de financement en 2015-2016) : revenus de la vente de publicité sur nos chaînes de télévision généralistes et spécialisées, sur les ondes de CBC Radio 2, d'ICI Musique, et sur d'autres plateformes. La proportion des revenus publicitaires par rapport au total des revenus et des sources de financement a diminué en raison de la fin, de notre contrat de diffusion avec la LNH et du marché qui se détourne de plus en plus des plateformes publicitaires traditionnelles.

Financement public (59 % des sources de financement en 2015-2016) : financement public comptabilisé de 169,2 millions de dollars, y compris 24,2 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé. Un gel du financement au titre de l'inflation salariale pour l'exercice considéré a été confirmé par le gouvernement dans sa Mise à jour économique de novembre 2013. Cela signifie que toute hausse au titre de l'inflation salariale consentie aux employés de CBC/Radio-Canada doit être financée par des réductions de coûts dans d'autres secteurs. La direction doit donc dégager chaque année des économies de 14,0 millions de dollars pour accorder des augmentations de salaire de 1,5 % en moyenne.

PLAN D'EMPRUNT

La section 2, *Résultats et perspectives* renferme une analyse trimestrielle

L'article 46. (1) de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54. (3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre Plan d'entreprise pour être approuvé par le ministre des Finances.

La confirmation de la capacité d'emprunt annuelle est en suspens actuellement et tout emprunt devra être approuvé individuellement. Les lignes directrices établies par le ministère des Finances limitent nos activités d'emprunt à des initiatives à court terme, avec une période de récupération d'un maximum de six ans. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47. (1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté (l'État). Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

3.2 SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

Pour financer nos activités d'exploitation, y compris nos besoins en capitaux pour évoluer dans un environnement à forte composante technologique, nous dépendons largement des crédits parlementaires que nous recevons du gouvernement et des revenus que nous tirons de nos activités commerciales. Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour financer nos activités d'exploitation, nos immobilisations et notre fonds de roulement, ainsi que nos revenus autogénérés de provenances diverses, dont la vente de publicité sur l'ensemble de nos plateformes.

Les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2015 sont résumés dans le tableau ci-après. Notre solde de trésorerie s'élevait à 99,8 millions de dollars au 30 juin 2015, comparativement à 214,9 millions de dollars au 31 mars 2015.

POSITION DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 30 juin		Écart en %
	2015	2014	
Trésorerie – Début de la période	214 884	61 974	N. S.
Variations de la période			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(90 105)	72 585	N. S.
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(25 323)	(25 834)	(2,0)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	350	28 097	(98,8)
Écart net	(115 078)	74 848	N. S.
Trésorerie – Fin de la période	99 806	136 822	(27,1)

N. S. non significatif

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 90,1 millions de dollars dans le trimestre considéré, comparativement à des entrées de trésorerie de 72,6 millions de dollars à la même période au cours de l'exercice précédent. Ces écarts sont principalement attribuables à des variations du fonds de roulement et au moment où les prélèvements sur le crédit parlementaire ont été effectués. Au premier trimestre, nos sorties de trésorerie ont été inhabituellement élevées parce que nous avons reporté les prélèvements sur le crédit d'exploitation. Nous avons préféré utiliser d'abord des fonds provenant de plusieurs événements ponctuels en 2014-2015.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie comparables à celles de la même période l'an dernier. Ces sorties, évaluées à 25,3 millions de dollars, ont trait à des paiements effectués à divers titres : intérêts, remboursements semestriels des obligations émises par le Centre canadien de radiodiffusion de Toronto, effets à payer et obligations au titre de contrats de location-financement.

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont donné lieu à des flux de trésorerie moindres dans le trimestre considéré, comparativement aux 28,1 millions de dollars comptabilisés à la même période au cours de l'exercice précédent. L'écart s'explique principalement par le dividende spécial de 10,4 millions qui nous a été versé par Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM) et par le moment auquel le financement des immobilisations pour nos activités a été reçu.



4. LE POINT SUR LES PERSPECTIVES ET LES RISQUES

CBC/Radio-Canada s'expose à un ensemble de risques inhérents à ses activités et à l'environnement dans lequel elle évolue. Les principaux risques auxquels la Société est exposée et les stratégies d'atténuation déployées en conséquence sont examinés de manière approfondie dans son Rapport annuel 2014-2015. Outre les points décrits ci-dessous, notre profil de risque n'a subi aucun changement important depuis la fin de l'exercice précédent.

DÉFIS DE NOTRE INDUSTRIE : L'AFFAIBLISSEMENT DU MARCHÉ DE LA PUBLICITÉ ET LES CHANGEMENTS DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Comme nous le précisons dans notre Rapport annuel 2014-2015, les revenus de la Société sont menacés par l'affaiblissement du marché publicitaire dans toute l'industrie et par l'exode des revenus publicitaires vers les plateformes numériques au détriment des services de télévision traditionnels. Selon le rapport de juin 2015 du Bureau de la télévision du Canada (BTC), entre septembre 2014 et mai 2015, les dépenses publicitaires totales à la télévision canadienne ont diminué de 8,3 % comparativement à la même période du dernier exercice. Les aspects de ce déclin les plus significatifs pour nous sont les baisses de revenus sur les marchés francophones et anglophones (respectivement de - 6,9 % et de - 8,6 %), ainsi que la baisse observée sur le marché de la télévision généraliste (-11,9 %) et celui des services spécialisés (-2,2 %). Le mois de mai 2015 a par ailleurs marqué la dixième baisse mensuelle année sur année des revenus publicitaires sur le marché canadien. Nous suivons la situation de près, car nous pensons que le marché de la publicité demeurera en difficulté jusqu'à la fin de l'exercice.

En plus de ces difficultés, nous continuons de surveiller l'effet sur l'industrie de la télévision au Canada des récentes décisions prises par le CRTC à l'issue de la consultation *Parlons télé*, qui sont résumées dans notre rapport annuel. À terme, ces décisions réglementaires pourraient avoir des répercussions négatives sur les revenus de nos services spécialisés. Nous aurons plus d'information à ce sujet au cours de 2015.

REPENSER NOTRE INFRASTRUCTURE ACTUELLE

Nous nous attendons à ce que notre portefeuille immobilier génère des revenus accrus, à mesure que nous louerons les locaux inutilisés dans certains de nos immeubles. Conformément à notre plan général, nous avons conclu une entente pluriannuelle au cours du premier trimestre de 2015-2016 en vertu de laquelle nous louons environ 46 000 pieds carrés au Centre canadien de radiodiffusion à Toronto. Nous envisageons également de réduire nos coûts totaux d'occupation et notre risque immobilier en vendant et en libérant certains immeubles que nous détenons pour louer des locaux plus économiques.

5. PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

5.1 NORMES COMPTABLES FUTURES

Des informations relatives aux changements comptables qui prendront effet pendant l'exercice 2015-2016 et aux prises de position comptables publiées qui entreront en vigueur dans les années à venir sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

5.2 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES IMPORTANTS

Le compte rendu de notre situation financière et de notre résultat d'exploitation repose sur nos états financiers consolidés résumés intermédiaires, qui ont été préparés conformément à la norme IAS 34 : *Information financière intermédiaire*. Nos principales méthodes et estimations comptables sont présentées à la note 4 de nos états financiers annuels consolidés.

5.3 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

TRANSACTIONS AVEC DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

Comme il est indiqué à la note 15, nous avons versé des cotisations à titre d'employeur à nos régimes à prestations définies, auxquels nous avons également fourni des services de gestion et d'administration.



DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la norme IAS 34 : *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés.

Hubert T. Lacroix,
Président-directeur général

Judith Purves,
Vice-présidente principale et chef de la direction
financière

XXX, Canada
Le 20 août 2015

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

	NOTE	30 juin 2015	31 mars 2015
ACTIF			
Courant			
Trésorerie		99 806	214 884
Créances clients et autres créances	3	128 611	151 444
Programmation	4	213 480	170 177
Stocks de marchandisage		288	274
Charges payées d'avance		28 569	26 859
Billets à recevoir		2 517	2 474
Investissement dans un contrat de location-financement		2 808	2 759
Instruments financiers dérivés	14	102	269
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	5	3 879	1 627
		480 060	570 767
Non courant			
Immobilisations corporelles	5	885 797	902 752
Immobilisations incorporelles	6	26 886	25 324
Actifs sous contrat de location-financement		26 312	20 389
Régime de retraite	9	343 242	190 342
Programmation	4	134 611	140 113
Billets à recevoir		42 866	43 507
Investissement dans un contrat de location-financement		46 658	47 379
Charges différées		16 905	17 252
Participation dans une entreprise associée	7	-	-
		1 523 277	1 387 058
TOTAL DE L'ACTIF		2 003 337	1 957 825
PASSIF			
Courant			
Créditeurs et charges à payer		67 700	87 534
Provisions	8	42 830	40 962
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	9	148 895	154 876
Passif de programmation		15 151	15 151
Dette obligataire		17 103	21 663
Obligations au titre de contrats de location-financement		10 945	10 232
Effets à payer		7 192	8 319
Revenus différés	10	41 127	30 105
Instruments financiers dérivés	14	19	-
		350 962	368 842
Non courant			
Revenus différés	10	32 725	39 154
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	9	236 521	247 245
Passif de programmation		28 535	33 446
Dette obligataire		244 177	251 237
Obligations au titre de contrats de location-financement		25 245	20 671
Effets à payer		97 167	100 513
Financement des immobilisations différé	12	506 037	520 200
		1 170 407	1 212 466
Capitaux propres			
Résultats non distribués		481 408	375 976
Total des capitaux propres attribuables à la Société		481 408	375 976
Participations ne donnant pas le contrôle		560	541
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		481 968	376 517
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		2 003 337	1 957 825

Éventualités (NOTE 8) et engagements (NOTE 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les 3 mois terminés le 30 juin	
		2015	2014
REVENUS			
	11		
Publicité		56 998	127 556
Revenus d'abonnement		33 317	33 881
Autres revenus		25 448	28 857
Revenus financiers		2 758	2 298
		118 521	192 592
DÉPENSES			
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques		338 593	452 856
Transmission, distribution et collecte		17 038	16 514
Administration nationale		2 525	2 610
Paievements aux stations privées		591	593
Charges financières		7 432	7 414
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	7	(1 371)	(10 466)
		364 808	469 521
Perte opérationnelle avant financement public et éléments hors exploitation		(246 287)	(276 929)
FINANCEMENT PUBLIC			
	13		
Crédit parlementaire pour les activités opérationnelles		144 000	220 036
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement		1 000	1 000
Amortissement du financement des immobilisations différé		24 163	26 719
		169 163	247 755
Résultat net avant éléments hors exploitation		(77 124)	(29 174)
ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION			
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	5, 6	1 070	(4 395)
		1 070	(4 395)
Résultat net de la période		(76 054)	(33 569)
Résultat net attribuable :			
À la Société		(76 073)	(33 674)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		19	105
		(76 054)	(33 569)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les 3 mois terminés le 30 juin	
		2015	2014
RÉSULTAT GLOBAL			
Résultat net de la période		(76 054)	(33 569)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net			
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	181 505	(56 073)
Total du résultat global de la période		105 451	(89 642)
Total du résultat global attribuable :			
À la Société		105 432	(89 747)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		19	105
		105 451	(89 642)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2015		375 976	541	376 517
Variations de la période				
Résultat net de la période		(76 073)	19	(76 054)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	181 505	-	181 505
Total du résultat global pour la période		105 432	19	105 451
Solde au 30 juin 2015		481 408	560	481 968
	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2014		236 117	468	236 585
Variations de l'exercice				
Résultat net de l'exercice		(33 674)	105	(33 569)
Réévaluations au titre des régimes de retraite à prestations définies	9	(56 073)	-	(56 073)
Total du résultat global pour la période		(89 747)	105	(89 642)
Solde au 30 juin 2014		146 370	573	146 943

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les 3 mois terminés le 30 juin	
		2015	2014
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)			
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Résultat net la période		(76 054)	(33 569)
Ajustements :			
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	5, 6	(1 070)	4 395
Revenus financiers		(2 758)	(2 298)
Charges financières		7 432	7 414
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	14	186	503
Amortissement des immobilisations corporelles	5	25 789	28 295
Amortissement des immobilisations incorporelles	6	1 636	1 597
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement		1 898	2 114
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	7	(1 371)	(10 466)
Variation des charges différées		347	(235)
Variation de l'actif de programmation [non-courant]	4	6 099	-
Variation du passif de programmation [non-courant]		(5 235)	-
Amortissement du financement des immobilisations différé	12	(24 163)	(26 719)
Variation des revenus différés [non courants]	10	(6 839)	(956)
Variation des actifs du régime de retraite	9	(152 900)	25 642
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courants]	9	10 017	8 684
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courants]	9	170 782	(13 249)
Accroissement des billets à recevoir		(5)	(5)
Variations du fonds de roulement	13	(43 896)	81 438
		(90 105)	72 585
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement		(2 548)	(2 861)
Remboursement de la dette obligataire		(6 557)	(6 090)
Remboursement d'effets à payer		(3 214)	(3 069)
Intérêts payés		(13 004)	(13 814)
		(25 323)	(25 834)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations	12	10 000	23 965
Acquisition d'immobilisations corporelles	5	(18 258)	(9 495)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	6	(3 685)	(2 954)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	5	7 328	850
Recouvrement des billets à recevoir		597	555
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement		631	589
Dividendes reçus	7	1 371	12 321
Intérêts reçus		2 366	2 266
		350	28 097
Variation de la trésorerie		(115 078)	74 848
Trésorerie, début de la période		214 884	61 974
Trésorerie, fin de la période		99 806	136 822

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2015

(En milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

À titre de radiodiffuseur public national, CBC/Radio-Canada (la Société) offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, des services de télévision et des services numériques présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

La Société est une société d'État fédérale domiciliée au Canada. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

La Société a préparé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires tel que stipulé par l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui exige à la plupart des sociétés d'État mères d'établir et de rendre public un rapport financier trimestriel conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires répondent également aux exigences de la norme comptable internationale 34 *Information Financière Intermédiaire* (IAS 34) publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 20 août 2015.

B. BASE DE PRÉPARATION

Base de préparation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont destinés à actualiser les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé à cette date.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon une comptabilité au coût historique, sauf autorisation contraire des IFRS et indication contraire aux présentes.

Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été indiquées dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, sauf en ce qui concerne les méthodes prévues pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations à compter du nouvel exercice de la Société le 1er avril 2015. À moins d'indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées uniformément à toutes les périodes considérées.

En milliers de dollars canadiens

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société.

Saisonnalité

Environ 50 % du financement de la Société, à l'exclusion du crédit parlementaire, provient de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Par opposition, les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

Périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires comprennent les comptes de la Société, de ses filiales (ARTV et The Documentary Channel (*documentary*)), et de deux entités structurées (le Broadcast Centre Trust et la Fiducie de monétisation de CBC/Radio-Canada).

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Les principales estimations ou les jugements importants de la Société n'ont fait l'objet d'aucun changement depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2015.

C. ADOPTION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES

La Société a adopté les nouvelles prises de position suivantes publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, et les a appliquées le 1^{er} avril 2015. Ces prises de position n'ont eu aucun effet sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2015 et pour le trimestre terminé le 30 juin 2015.

Modifications apportées à IAS 19 Régimes à prestations définies : Cotisations des membres du personnel

La norme IAS 19 a été modifiée en novembre 2013 pour permettre que les cotisations des membres du personnel qui sont liées uniquement aux services rendus par les membres dans la période pendant laquelle elles sont à verser soient comptabilisées comme une réduction du coût des avantages à court terme du personnel. Ces modifications s'appliquent rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycles 2010-2012 et 2011-2013

Les documents *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012* et *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2011-2013* ont été publiés en décembre 2013. Ces améliorations comprennent un certain nombre de modifications à diverses normes IFRS qui s'appliqueront selon une approche prospective ou rétrospective modifiée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

D. CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société a examiné les prises de position comptables, tant nouvelles que révisées, qui ont été publiées ainsi que les améliorations annuelles apportées en continu.

Après une évaluation complète, la Société a conclu qu'une fois appliquées, les modifications et les améliorations annuelles ci-après n'auront aucun effet sur ses états financiers consolidés. Toutefois, les conclusions arrêtées quant à l'effet attendu des changements futurs de méthodes comptables pourraient être revues d'ici l'adoption intégrale des normes.

Modifications apportées à IFRS 10 États financiers consolidés et à IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

Les modifications apportées à IFRS 10 et à IAS 28 (2011) ont été publiées en septembre 2014. Elles visent à éliminer une incohérence entre les exigences des deux normes en ce qui a trait à la vente ou à l'apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise. Ces modifications s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Modifications apportées à IFRS 11 Partenariats

La norme IFRS 11 a été modifiée en mai 2014 pour fournir des indications sur la comptabilisation des intérêts acquis dans des entreprises communes dont l'activité constitue une entreprise. Cette norme s'appliquera de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Modifications apportées à IAS 16 Immobilisations corporelles et à IAS 38 Immobilisations incorporelles

Les normes IAS 16 et IAS 38 ont été modifiées en mai 2014 pour préciser que l'utilisation d'un mode d'amortissement d'une immobilisation fondé sur les produits n'est pas appropriée et que, dans le cas d'une immobilisation incorporelle, cette présomption est réfutable. Ces modifications s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014

Le document *Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2012-2014* a été publié en septembre 2014. Ces améliorations comprennent un certain nombre de modifications à diverses normes IFRS qui s'appliqueront de manière prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

La Société continue d'évaluer l'incidence possible, sur ses états financiers consolidés, des normes suivantes :

IFRS 9 Instruments financiers

La norme IFRS 9, publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010, s'inscrit dans une démarche en plusieurs phases visant à remplacer la norme actuelle IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'approche préconisée dans IFRS 9 est fondée sur le mode de gestion des instruments financiers appliqué par l'entité dans le cadre de son modèle économique et sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs et des passifs financiers. En plus de ce modèle logique de classement et d'évaluation, la norme finale publiée en juillet 2014 comprend un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture. Cette norme s'appliquera rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

La norme IFRS 15 a été publiée en mai 2014 et remplace les normes IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et IAS 11, *Contrats de construction*, de même qu'un certain nombre d'interprétations portant sur les produits des activités ordinaires. Elle établit un cadre exhaustif pour déterminer le moment auquel ces produits doivent être comptabilisés et la méthode d'évaluation applicable. La norme pose comme principe fondamental qu'une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires au moment où elle transfère des biens ou des services à un client, et selon un montant correspondant à la contrepartie que l'entité prévoit recevoir du client. Les biens ou les services sont transférés lorsque le client en obtient le contrôle. IFRS 15 impose également la communication de nombreuses informations qualitatives et quantitatives nouvelles pour aider les investisseurs à comprendre la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires. Cette norme s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, l'IASB ayant décidé le 22 juillet 2015 de reporter d'un an son entrée en vigueur. Le Conseil des normes comptables n'a pas encore approuvé ce report. Lorsqu'elle adoptera IFRS 15, la Société l'appliquera intégralement pour la période courante, et rétrospectivement à tous les contrats qui ne sont pas encore achevés au début de cette période. En ce qui concerne les périodes antérieures, la Société pourra soit appliquer la norme dans son intégralité, soit adopter une approche modifiée permise par les directives transitoires. La Société examine actuellement ces options.

Modifications à IAS 1 Initiative concernant les informations à fournir

IAS 1 a été modifiée en décembre 2014 dans le cadre de l'initiative concernant les informations à fournir amorcée par l'IASB dans sa révision du *Cadre conceptuel*. Les modifications sont circonscrites et visent à clarifier, plutôt qu'à changer en profondeur, les exigences actuelles d'IAS 1 qui, telles que rédigées, ont donné lieu à des interprétations trop prescriptives. Ces modifications s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016, une application anticipée étant permise.

3. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	30 juin 2015	30 juin 2014
Créances clients	117 567	140 999
Provision pour créances douteuses	(2 318)	(2 683)
Autres	13 362	13 128
	128 611	151 444

Les créances clients indiquées dans le tableau ci-dessus comprennent des créances (voir la note 3A) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

A. ANCIENNETÉ DES CRÉANCES CLIENTS EN SOUFFRANCE, MAIS NON DÉPRÉCIÉES

	30 juin 2015	31 mars 2015
31 à 60 jours	2 468	22 481
61 à 90 jours	15 192	13 096
Plus de 90 jours	16 237	16 724
Total	33 897	52 301

B. VARIATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

	30 juin 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	(2 683)	(3 719)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	-	2 000
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	548	349
Augmentation nette de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(183)	(1 313)
Solde à la fin de la période	(2 318)	(2 683)

4. PROGRAMMATION

A. PROGRAMMATION PAR CATÉGORIE

	30 juin 2015	31 mars 2015
Émissions achevées	54 337	61 918
Émissions en cours de production	84 598	39 728
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	74 545	68 531
	213 480	170 177
Droits de diffusion des émissions non disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	134 611	140 113
	348 091	310 290

B. VARIATION DE LA PROGRAMMATION

	30 juin 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	310 290	223 714
Additions	259 190	1 070 776
Émissions diffusées	(221 389)	(984 200)
Solde à la fin de la période	348 091	310 290

Les sorties au titre de la programmation incluses sous la ligne « Émissions diffusées » du tableau ci-dessus représentent, pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2015, 0,3 million de dollars (1,0 million en 2014). Elles sont essentiellement le fait de projets achevés, d'émissions qui n'ont pas été télédiffusées depuis deux ans ou qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. COÛT ET AMORTISSEMENT CUMULÉ

La valeur comptable des immobilisations corporelles s'établit comme suit :

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Acquisitions	-	-	-	1 787	307	16 164	18 258
Transferts (Référer à la note 6)	-	3 797	6 919	16 894	3 504	(30 631)	483
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(290)	(5 721)	-	-	-	-	(6 011)
Sorties et amortissements complets	-	(3 151)	-	(36 098)	(3 224)	-	(42 473)
Coût au 30 juin 2015	174 262	548 510	60 172	1 112 140	140 178	27 567	2 062 829
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Amortissement pour la période	-	(7 613)	(828)	(14 397)	(2 951)	-	(25 789)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	3 039	-	-	-	-	3 039
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	1 265	-	32 300	1 973	-	35 538
Amortissement cumulé au 30 juin 2015	-	(213 035)	(29 692)	(829 503)	(104 802)	-	(1 177 032)
Valeur comptable nette au 30 juin 2015	174 262	335 475	30 480	282 637	35 376	27 567	885 797

En milliers de dollars canadiens

CBC  Radio-Canada

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2014	174 709	547 264	52 874	1 209 026	142 580	27 170	2 153 623
Acquisitions	-	-	-	9 774	2 808	55 681	68 263
Transferts (Référer à la note 6)	-	13 017	409	21 802	7 214	(40 760)	1 682
Transferts d'actifs sous location-financement	-	-	-	7 208	2 947	-	10 155
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(48)	(3 190)	-	(2 453)	-	-	(5 691)
Sorties et amortissements complets	(109)	(3 506)	(30)	(115 800)	(15 958)	(57)	(135 460)
Coût au 31 mars 2015	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Amortissement cumulé au 31 mars 2014	-	(179 369)	(25 836)	(895 476)	(106 405)	-	(1 207 086)
Amortissement cumulé sur le transfert des actifs sous location-financement	-	-	-	(3 574)	(1 054)	-	(4 628)
Amortissement pour la période	-	(35 376)	(3 058)	(60 219)	(11 997)	-	(110 650)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	3 188	-	2 453	-	-	5 641
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	1 831	30	109 410	15 632	-	126 903
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	174 552	343 859	24 389	282 151	35 767	42 034	902 752

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 16,9 millions de dollars au 30 juin 2015 (11,9 millions au 31 mars 2015).

B. DÉPRÉCIATION ET AUTRES CHARGES

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2015 (zéro en 2014).

C. ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

En conformité avec le plan financier de CBC/Radio-Canada qui prévoit notamment la rationalisation des biens immobiliers dont la Société est propriétaire, plusieurs actifs immobiliers étaient classés, à des fins comptables au 30 juin 2015, comme détenus en vue de la vente, plus particulièrement une propriété située à Moncton (Nouveau-Brunswick). Ces actifs devraient être vendus individuellement au cours des douze prochains mois. La valeur comptable de ces actifs, ajoutée à celle des autres actifs détenus en vue de la vente, atteint 3,9 millions de dollars (1,6 million au 31 mars 2015).

D. SORTIES

La Société a vendu pendant le trimestre ses actifs de production mobile et des propriétés situées à Iqaluit (Nunavut) et à Gander (Terre-Neuve), qu'elle avait auparavant classées comme détenues en vue de la vente. Le produit de la vente de ces actifs s'est chiffré à 9,3 million de dollars et a donné lieu à un gain de 3,1 million de dollars.

D'autres pertes et gains nets relatifs à d'autres actifs ont été comptabilisés au titre de la sortie ou du remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La valeur comptable des immobilisations incorporelles s'établit comme suit :

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	140 594	26 602	9 499	176 695
Acquisitions	-	-	3 685	3 685
Transferts (Référer à la note 5)	47	778	(1 308)	(483)
Sorties et amortissements complets	-	(46)	-	(46)
Coût au 30 juin 2015	140 641	27 334	11 876	179 851
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)	(14 281)	-	(151 371)
Amortissement pour la période	(375)	(1 261)	-	(1 636)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	42	-	42
Amortissement cumulé au 30 juin 2015	(137 465)	(15 500)	-	(152 965)
Valeur comptable nette au 30 juin 2015	3 176	11 834	11 876	26 886

	Logiciels développés à l'interne	Logiciels acquis	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2014	140 893	23 887	4 948	169 728
Acquisitions	-	97	10 150	10 247
Transferts (Référer à la note 5)	1 299	2 618	(5 599)	(1 682)
Sorties et amortissements complets	(1 598)	-	-	(1 598)
Coût au 31 mars 2015	140 594	26 602	9 499	176 695
Amortissement cumulé au 31 mars 2014	(136 720)	(9 612)	-	(146 332)
Amortissement pour l'exercice	(1 830)	(4 669)	-	(6 499)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	1 460	-	-	1 460
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)	(14 281)	-	(151 371)
Valeur comptable nette au 31 mars 2015	3 504	12 321	9 499	25 324

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ni reprise pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2015 (zéro en 2014).

7. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

A. DESCRIPTION DE LA PARTICIPATION

Au 30 juin 2015, la Société détenait 13 056 787 actions à droit de vote subalterne de catégorie A de Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM), ce qui lui conférait 10,17 % des titres de capitaux propres et une participation avec droit de vote de 9,66 % dans SiriusXM.

La politique de distribution de SiriusXM prévoit le versement de dividendes trimestriels et, selon le bon vouloir de l'entreprise, de dividendes spéciaux. Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2015, SiriusXM a versé à la Société un dividende trimestriel de 1,4 million de dollars (12,3 millions en dividendes trimestriel et spécial en 2014).

B. CONSIDÉRATIONS COMPTABLES

La date de clôture de l'exercice de SiriusXM est le 31 août et ne coïncide pas avec celle de la Société. La norme IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, prescrit que l'écart entre la date de clôture d'une entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois. Conformément à cette exigence, la Société a inclus les résultats intermédiaires de Sirius XM qui lui reviennent dans ses résultats pour la période allant jusqu'au 31 mai 2015, en phase avec les dernières informations fournies par Sirius XM qui peuvent être rendues publiques. IAS 28 prescrit également un ajustement au résultat pour toute transaction importante qui survient pendant la période en question. Aucun rajustement de ce type n'a été nécessaire pour le trimestre terminé le 30 juin 2015 (aucun en 2014).

La juste valeur de l'investissement de la Société dans SiriusXM au 30 juin 2015 était de 69,6 millions de dollars (71,8 millions au 31 mars 2015). Étant donné qu'elle est basée sur le cours de clôture des actions de catégorie A de SiriusXM (TSX: XSR) au 30 juin 2015, on considère qu'il s'agit d'une évaluation de niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Les informations financières résumées concernant les placements de la Société sont les suivantes :

	Participation au :		Valeur comptable au :	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2015	31 mars 2015
SiriusXM - actions de cat. A	10.17 %	10.18 %	-	-

Le tableau suivant présente un rapprochement de la valeur comptable de l'investissement de la Société dans SiriusXM, telle qu'elle est comptabilisée dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	30 juin 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	-	1 855
Dividendes reçus ¹	-	(1 855)
Solde à la fin de l'exercice	-	-

¹ Les dividendes reçus pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2015 ont totalisé 1,4 million de dollars (12,3 millions en 2014). Les dividendes reçus dans les périodes précédentes ont réduit à zéro la valeur comptable de la participation. Dans la période considérée, l'excédent des dividendes reçus sur la valeur comptable de la participation, soit 1,4 million de dollars (10,5 millions en 2014), est comptabilisé en résultat net au poste Quote-part du résultat de l'entreprise associée.

La Société n'a aucun passif éventuel ni engagement en ce qui a trait à son entreprise associée.

SiriusXM n'a abandonné aucune activité. Elle n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

8. PROVISIONS

	Réclamations et poursuites	Environnemental	Coûts de restructuration		Total
			Réduction des effectifs	Mise hors service d'actifs	
Solde d'ouverture au 1er avril 2015	32 044	377	6 436	2 105	40 962
Provisions supplémentaires comptabilisées	4 041	-	1 354	-	5 395
Provisions utilisées	(699)	-	(742)	(66)	(1 507)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(768)	-	(1 252)	-	(2 020)
Solde à la fin de la période	34 618	377	5 796	2 039	42 830

A. COÛT DE RESTRUCTURATION

Le plan de restructuration de la Société annoncé en avril 2014 prévoyait l'élimination de 657 postes sur deux ans. Les charges comptabilisées à ce jour comprennent celles ayant trait au programme de réduction des effectifs auquel la Société s'est manifestement engagée et dont les coûts peuvent être estimés.

Les dépenses entraînées par les réductions d'effectifs comprennent les indemnités de cessation d'emploi, le maintien d'avantages sociaux et les services de remplacement externe, et ont été comptabilisées pour les réductions auxquelles la Société s'était manifestement engagée et dont les coûts étaient raisonnables. Tous les paiements liés à ces provisions devraient être faits dans les douze prochains mois.

Au 30 juin 2015, les provisions comptabilisées par la Société pour des réductions d'effectifs s'établissent à 5,8 millions de dollars (6,4 millions au 31 mars 2015) et sont incluses dans le passif courant.

La provision pour mise hors service est notamment rattachée à la cessation de la transmission de signaux de télévision analogique et de la transmission sur ondes courtes. Les travaux à l'origine de la provision de 2,0 millions de dollars (2,1 millions au 31 mars 2015) devraient être achevés au cours du prochain exercice.

B. RÉCLAMATIONS ET POURSUITES

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires élevés ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables, sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société.

Au 30 juin 2015, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 34,6 millions de dollars (32,0 millions au 31 mars 2015) au chapitre des litiges. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classées comme courantes, puisque la Société s'efforce de résoudre ces cas dans les douze prochains mois.

C. PASSIF ENVIRONNEMENTAL

Au 30 juin 2015, la Société avait constitué une provision d'une valeur de 0,4 million de dollars pour un problème environnemental (0,4 million au 31 mars 2015). Des échantillons de terrain prélevés à l'ancien site de transmission de la Société situé au mont Logan ont révélé la présence d'hydrocarbures, ce qui oblige la Société à décontaminer le sol. Les coûts des travaux de décontamination qu'il reste à faire sont estimés à 0,4 million de dollars. Les travaux ont été achevés en grande partie durant 2014, mais il faudra peut-être jusqu'à six ans pour terminer le tout.

D. ÉVENTUALITÉS

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent devenir réelles lorsqu'un ou plusieurs événements futurs se réalisent ou ne se réalisent pas. La Société n'a fourni aucun montant concernant des passifs éventuels.

9. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

A. ACTIF/PASSIF NETS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

Les actifs et les passifs liés au personnel comptabilisés et présentés à l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

	Courant		Non-courant	
	30 juin 2015	31 mars 2015	30 juin 2015	31 mars 2015
Actif net au titre des prestations définies	-	-	343 242	190 342
Passif net au titre des prestations définies	-	-	100 416	106 801
Avantages futurs du personnel	-	-	136 007	140 339
Indemnités de vacances	61 633	55 315	-	-
Réduction des effectifs	25 727	30 809	-	-
Passifs liés aux salaires	61 535	68 752	98	105
	148 895	154 876	236 521	247 245

	30 juin 2015			31 mars 2015		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime	6 351 958	-	-	6 648 816	-	-
Obligation au titre des prestations définies	6 008 716	100 416	136 007	6 458 474	106 801	140 339
Actif (passif) net lié à l'obligation au titre des prestations définies	343 242	(100 416)	(136 007)	190 342	(106 801)	(140 339)

B. HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Comme il est indiqué à la note 4A, *Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants*, des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015, la direction revoit ses hypothèses actuarielles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour assurer que le passif (l'actif) net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers reflète les changements importants dans les hypothèses actuarielles et les changements importants découlant d'événements ponctuels. L'effet des changements importants dans les hypothèses actuarielles sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

Hypothèses - taux annuels	30 juin 2015	31 mars 2015
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite:		
Taux d'actualisation	3.50 %	4.25 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel		
Taux d'actualisation - régime de retraite	4.00 %	3.50 %
Taux d'actualisation - indemnité de cessation d'emploi	3.00 %	2.75 %
Taux d'actualisation - prestation d'invalidité de longue durée	3.00 %	2.75 %
Taux d'actualisation - assurance vie	4.00 %	3.50 %

En milliers de dollars canadiens

C. VARIATIONS DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

		30 juin 2015		31 mars 2015
	Régimes	Autres	Régimes	Autres
	de retraite	avantages	de retraite	avantages
		postérieurs		postérieurs
		à l'emploi		à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, solde d'ouverture	6 565 275	140 339	5 649 933	136 481
Coût des services rendus	31 416	1 245	98 839	5 311
Coût financier	56 949	953	237 284	4 874
Cotisations des employés	10 401	-	47 359	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	-	-
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	(476 438)	(3 588)	810 039	6 653
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(4 419)	-	1 803	-
Prestations versées	(74 052)	(2 942)	(279 982)	(12 980)
Obligation au titre des prestations définies, fin la période	6 109 132	136 007	6 565 275	140 339

D. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

		30 juin 2015		31 mars 2015
	Régimes	Autres	Régimes	Autres
	de retraite	avantages	de retraite	avantages
		postérieurs		postérieurs
		à l'emploi		à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime, solde d'ouverture	6 648 816	-	5 587 972	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(1 540)	-	(5 340)	-
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	57 378	-	233 795	-
Rendement des actifs du régime de retraite, à l'exclusion des revenus d'intérêts	(302 776)	-	1 004 950	-
Cotisations des employés	10 401	-	47 359	-
Cotisations de la Société	13 731	2 942	60 062	12 980
Prestations versées	(74 052)	(2 942)	(279 982)	(12 980)
Juste valeur des actifs du régime, fin de la période	6 351 958	-	6 648 816	-

E. COÛTS DU RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES**Montants comptabilisés en résultat global**

	Pour les 3 mois terminés le 30 juin	
	2015	2014
Coût des services rendus	32 661	25 898
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 540	1 335
Coût financier de l'obligation au titre des prestations définies	57 902	60 468
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	(57 378)	(58 449)
Autres	(164)	148
Charge comptabilisée en résultat net	34 561	29 400
Plus :		
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	(181 505)	56 073
Total comptabilisé en résultat global	(146 944)	85 473

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 548,9 millions de dollars au 30 juin 2015 (gains de 367,4 millions au 31 mars 2015).

Charge comptabilisée en résultat net

	Pour les 3 mois terminés le 30 juin	
	2015	2014
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques	33 178	28 224
Transmission, distribution et collecte	1 037	882
Administration nationale	346	294
Total	34 561	29 400

F. TOTAL DES PAIEMENTS

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

	Pour les 3 mois terminés le 30 juin	
	2015	2014
Prestations versées directement à de bénéficiaires	2 942	2 967
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	13 731	14 034
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	16 673	17 001

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

10. REVENUS DIFFÉRÉS

	30 juin 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	69 259	27 628
Différés durant la période	13 950	75 554
Comptabilisés au résultat net durant la période	(9 357)	(33 923)
Solde en fin de période	73 852	69 259

	30 juin 2015	31 mars 2015
Inclus dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière comme revenus différés:		
Courant	41 127	30 105
Non-Courant	32 725	39 154
	73 852	69 259

11. REVENUS

La Société a comptabilisé des revenus provenant des sources suivantes :

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2015	2014
Publicité	56 998	127 556
Revenus d'abonnement	33 317	33 881
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	10 111	10 228
Production	2 367	2 935
Programmation numérique	4 855	9 040
Droits de retransmission	750	760
Commandites d'émission	479	621
Autres services	1 161	111
Total des revenus liés à la prestation des services	110 038	185 132
Total des revenus financiers	2 758	2 298
Contribution du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (FAPL)	-	4 153
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	5 466	938
Gain sur taux de change	440	570
Pertes net provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	(181)	(499)
Total des revenus	118 521	192 592

12. FINANCEMENT PUBLIC

Le crédit parlementaire approuvé et les sommes reçues par la Société sont ventilés comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2015	2014
Financement des activités d'exploitation	144 000	220 036
Financement des immobilisations	10 000	23 965
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000
	<u>155 000</u>	<u>245 001</u>

Le financement public approuvé et reçu par la Société au cours du trimestre est comptabilisé comme ci-après dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Le crédit d'exploitation est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat. Il correspond à la différence nette entre les charges et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière et le revenu est comptabilisé à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquelles il se rapporte.

	30 juin 2015	31 mars 2015
Solde d'ouverture	520 200	518 272
Financement public au titre des immobilisations	10 000	104 740
Amortissement du financement des immobilisations différé	(24 163)	(102 812)
Solde à la fin de la période	<u>506 037</u>	<u>520 200</u>

13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT

	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
	2015	2014
Variations du fonds de roulement sont composées de :		
Créances clients et autres créances	24 079	58 793
Actif de programmation (courant)	(43 303)	(21 289)
Stocks de marchandisage	(14)	(36)
Charges payées d'avance	(1 710)	66 116
Créditeurs et charges à payer	(19 840)	(33 988)
Provisions	1 868	11 556
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courant)	(15 998)	28
Passif de programmation (courant)	-	-
Revenus différés (courant)	11 022	258
	(43 896)	81 438

14. ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

Les justes valeurs de la trésorerie, des créances clients et autres créances, de la tranche courante des billets à recevoir, de la tranche courante de l'investissement dans un contrat de location-financement, des créditeurs et des charges à payer, de la tranche courante de la dette obligataire, de la tranche courante de l'obligation au titre de contrats de location-financement, de la tranche courante des effets à payer et du passif d'encaissement anticipé avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des autres actifs et passifs financiers de la Société :

	30 juin 2015		31 mars 2015		Note
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
	(Niveau 2)		(Niveau 2)		
Instruments financiers évalués à la juste valeur :					
Actifs financiers dérivés					
Contrats à terme (actif)	-	-	161	161	(a)
Contrats à terme (passif)	19	19	-	-	(a)
Options sur actions	102	102	108	108	(b)
Instruments financiers évalués au coût amorti :					
Billets à recevoir (non courant)	42 866	50 122	43 507	51 970	(c)
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	46 658	55 420	47 379	57 470	(c)
Dette obligataire (non courant)	244 177	323 792	251 237	343 663	(d)
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	25 245	18 727	20 671	21 629	(d)
Effets à payer (non courant)	97 167	109 367	100 513	115 918	(d)

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2015.

(a) La juste valeur est établie d'après un modèle des flux de trésorerie actualisés basé sur les prix observables sur un marché à terme normalisé.

(b) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

En milliers de dollars canadiens

(c) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(d) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité de la Société.

15. PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Elle les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

A. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES AUTRES QUE DES ENTITÉS LIÉES À UNE AUTORITÉ PUBLIQUE

	Pour les trois mois terminés le 30 juin					
	Prestation de services		Utilisation de services		Cotisations de retraite	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Entreprise associée	574	672	-	-	-	-
Autres entités liées ¹	26	30	9	-	-	-
Régime de retraite de la Société	-	-	-	-	13 731	14 034
	602	702	9	-	13 731	14 034

¹ Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

Les sommes à recevoir des parties liées s'établissaient comme suit à la fin de la période et étaient incluses dans le poste Créances clients et autres créances dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	Sommes dues par les parties liées	
	30 juin 2015	31 mars 2015
Entreprise associée	179	189
Autres entités liées	-	-
	179	189

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 30 juin 2015 (aucune au 31 mars 2015).

Les sommes à recevoir ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune charge n'a été comptabilisée dans la période considérée ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

B. AUTRES TRANSACTIONS AVEC UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant la période considérée ou la période précédente autre que les dividendes reçus, comme il est indiqué à la note 7.

C. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS LIÉES À DES AUTORITÉS PUBLIQUES

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »).

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2015, la valeur globale des transactions significatives de la Société avec des parties liées à une autorité publique s'élevait à 0,4 million de dollars (0,2 million en 2014) et à 0,5 million de dollars (0,4 million en 2014) respectivement pour la prestation de services et l'achat de biens et services. Aucune transaction individuellement significative n'a été effectuée pendant la période de trois mois terminée le 30 juin 2015 (aucune en 2014).

16. ENGAGEMENTS

La note 27, *Engagements*, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2015 traite en détail des engagements de la Société. Aucun changement important n'est survenu dans les engagements pendant le premier trimestre de 2015-2016. Les engagements relatifs à l'achat d'immobilisations corporelles pris pendant le trimestre considéré sont décrits à la note 5A, *Immobilisations corporelles* des présentes.